

## La corruption dans le secteur défense est mal combattue

Plus des deux tiers des pays n'ont pas instauré les mesures de nécessaires pour empêcher la corruption dans le secteur militaire, selon deux rapports de Transparency international publiés mardi 29 janvier. Sur les 82 pays passés en revue par l'organisme anti-corruption, seuls l'Allemagne et l'Australie ont mis en place des mécanismes efficaces.

Les 82 pays étudiés ont représenté 94 % des dépenses militaires dans le monde en 2011, qui se sont montées à 1.600 milliards de dollars (1.200 milliards d'euros). Le coût global de la corruption dans le secteur de la défense est estimé à au moins 20 milliards de dollars par an, souligne Transparency.

Dans près de 70 % des pays, les contrôles contre la corruption sont médiocres, indique Transparency qui a classé les gouvernements par critères tels que l'importance du contrôle du parlement sur la politique de défense et les normes imposées aux sociétés du secteur.

Les pays considérés comme étant à « *risques très élevé* » de corruption sont notamment l'Afghanistan, l'Iran et l'Arabie saoudite. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Suède et la Corée du Sud figurent parmi les pays considérés à « *faible risque* » tandis que la France, l'Espagne, l'Italie et la Pologne sont dans le groupe « *risque modéré* ».

La Chine, la Russie et Israël, importants exportateurs d'armes, sont classés « *risque élevé* » de corruption. Parmi les pays importateurs, l'Inde, les Emirats arabes unis, Singapour, la Thaïlande et la Turquie sont dans la catégorie risque élevé.

Transparency, qui publie le premier indice de mesure de la lutte contre la corruption dans le secteur de la défense, signale que dans la moitié des pays étudiés, le budget de la défense n'est soit pas rendu public ou ne contient pas de répartition des dépenses publiques.

Seuls quelques pays disposent d'informateurs protégés qui permettent de mettre au jour des affaires de corruption dans le secteur militaire. Les pays où les contrôles sont médiocres représentent deux tiers des plus gros importateurs d'armes et la moitié des plus gros exportateurs d'armes.

Les deux rapports de TI (gouvernements et entreprises de défense) sont dans notre base « [Ressources](#) », rubrique [Institutions internationales, Transparency international, rapports](#).